

# La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la  
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Mars 2003

## SALE TEMPS POUR LES FEMMES



Les grandes joutes électorales passées, la question de l'égalité des femmes et de la remise en cause du patriarcat, un temps exhibée avec la parité, semble doucement remise au placard par les grandes formations politiques. Et si la question des femmes émerge parfois au milieu de la logorrhée des grands médias, elle est détournée au profit de la gestion sécuritaire de la misère. Pleins feux sur la loi Sarkozy qui criminalise les prostitué-e-s, rideau sur les femmes d'Arcade en lutte contre leur esclavage. Du coup, le paysage s'obscurcit singulièrement sur le front antipatriarcal. Place à l'ordre moral ! Place à la casse sociale !

### Quand Sarkozy s'occupe des femmes !

Dès avril 2001, le gouvernement Jospin avait évincé du Conseil Supérieur de l'Information Sexuelle deux associations (la Coordination nationale pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, et l'Association des Parents et futurs Parents gais et lesbiens) au profit de deux groupes catholiques intégristes.

Le gouvernement Raffarin, lui, n'a longtemps connu des femmes qu'un seul visage : celui de la prostituée, que la Loi Sarkozy a érigé en nouvelle chèvre-émissaire. La réforme des allocations familiales, tout juste annoncée, se fera quant à elle au nom de la reprise de la natalité. Mère ou putain, la boucle est bouclée.

En choisissant de réprimer en priorité les victimes du système prostitutionnel - les prostitué-e-s, de préférence étrangères - le gouvernement fait d'une pierre trois coups : - c'est le retour à une mentalité d'institution religieuse : si ces femmes s'amendent en dénonçant leur proxénète (ce qui leur demande d'être en position de pouvoir le faire...), elles bénéficieront d'un titre séjour.

- en s'apitoyant officiellement sur leur situation, il justifie une offensive sécuritaire avec la Loi sur la Sécurité Intérieure. C'est aussi la mise en place légale de pratiques judiciaires rappelant celles concernant les repentis en Italie.

- il désigne de nouveaux de boucs-émissaires : les réseaux mafieux ont forcément étrangers, leurs victimes en situation irrégulière... Mais il oublie de rappeler que (Suite p.2)

### EDITO

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes !

Des millions de personnes ont envahi les rues le 15 février dernier contre la guerre programmée des USA contre l'Irak. Partout, l'heure est désormais à l'action directe contre la guerre et le militarisme. Des actions d'occupations et de blocage de trains militaires ont eu lieu en Italie (22/02, Vicenza), en Belgique (16/02, près du port d'Anvers). Un aéroport a été occupé en Irlande (Shannon, 03/02). A Montréal, 200, personnes ont bloqué l'accès du consulat US le 21/02. A Dijon, 300 personnes avaient occupé une station Shell le 08/01...

A Lille même, un centre de recrutement de l'armée a été occupé. Car en France aussi, nous ne pouvons faire confiance à un gouvernement tout aussi militariste et impérialiste que les autres, qui ne s'oppose à une guerre américaine que pour défendre les intérêts de Total.

Françaises, américaines, ou irakiennes, à bas toutes les armées !

Retrouvez-nous sur <http://lille.cybertaria.org>

le monde  
**libertaire**  
Chaque jeudi en kiosque.

# SALE TEMPS POUR LES FEMMES

(Suite de la Une) l'industrie du sexe n'a pas attendu les immigrés d'Europe de l'Est pour prospérer, ou que la prohibition des drogues et la fermeture des frontières ne sont pas de petites armes entre les mains du proxénète.

## Sur le front des luttes...

Cette irruption de la prostitution dans le champ politique a mis à jour des différences d'approche sévères sur le front des luttes de femmes, divergences sensibles depuis l'apparition d'un débat sur l'encadrement par des mesures légales de la prostitution considérée comme un travail. Ceci afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des prostitué-e-s. Les manifestations de prostitué-e-s contre la loi Sarkozy ont accentué l'acuité de ce débat. Une revendication historique du féminisme, « Mon corps m'appartient ! », a ainsi donné des arguments pour la défense de la prostitution en tant qu'activité librement choisie et consentie. A tel point qu'on a pu voir paraître en janvier dans Le Monde une pétition intitulée Ni coupable ni victime ! Libre de se prostituer. Ce texte était déjà signé de quelques dizaines d'écrivaines, artistes ou scientifiques aussi diverses que Christine Angot, Viviane Forrester, ou Irène Frain... Il prend la précaution dans son préambule de demander la lutte contre le phénomène mafieux et la prostitution forcée. Et il dénonce à la fois les lois Sarkozy et une gauche « se réclamant d'un féminisme sectaire », une gauche accusant les clients « d'être des violeurs légaux ».

Était-il besoin de caricaturer ainsi les positions abolitionnistes pour défendre les prostitué-e-s ? Fallait-il absoudre les clients (dans une quasi-totalité des hommes) d'une industrie qui se nourrit du corps des femmes ? Les Sex Center fleurissant dans les pays où les « travailleuses du sexe » bénéficient d'un statut légal regorgent-ils moins de femmes dans une extrême précarité ? Il est permis d'en douter. Il est aussi permis de se demander s'il est bien raisonnable de lâcher prise sur la question du refus de la marchandisation des corps à l'heure où la globalisation capitaliste consacre le règne de la marchandise. Mon corps m'appartient, et il n'est pas à vendre !

Reste l'initiative Ni pute ni soumise ! Et le traitement médiatique qui lui est réservé. Pour une fois qu'apparaissait publiquement un discours dénonçant les violences faites aux femmes et les humiliations dans leur vie quotidienne. il fallait bien que cette marche

soit récupérée au profit de la logique sécuritaire et ségrégationniste : les violences faites aux femmes, réduites aux viols collectifs et dénommés « tournantes » dans la novlangue journalistique, ne se feraient qu'en banlieue, au sein de population maghrébines et de religion musulmane... Alors que les dernières études en matière de violence faite aux femmes ont démontré la caractère à la fois universel et multiforme de ce phénomène. C'est ainsi que les couples étudiants sont une des populations où ces violences sont les plus fréquentes. Un film comme Magdalene Sisters nous rappelle opportunément le traitement réservé aux filles dans les sociétés occidentales traditionnelles (et pas seulement en Irlande), cette époque pas vraiment révolue où fille-mères, filles libres ou filles violées étaient enfermées dans des bagnes catholiques par leur famille.

## Patriarcatisme !

En annonçant sa réforme des allocations familiales, le gouvernement a prétendu libérer les femmes en instituant une sorte de chèque-garde d'enfant que paieraient à leur salariées les entreprises qui le souhaiteraient.

Les allocations familiales, créées sous Pétain, ont toujours été un instrument privilégié de politique nataliste et patriarcale. En renouant avec le bon vieux paternalisme patronal, on nous présente comme un progrès des mesures libérales.

Reste que les femmes au travail n'ont jamais autant souffert de la précarité qu'à l'heure actuelle. Cibles privilégiées du travail à temps partiel non choisi, reléguées dans le bas de l'échelle des salaires, dans des emplois relevant massivement d'une certaine domesticité sociale (services aux personnes)...

Les femmes de ménage de l'entreprise hôtelière Arcade (voir En bref) ont mené avec courage et détermination une grève d'un an contre le paroxysme de l'exploitation conjointe du patriarcat et du capitalisme, dont elles sont victimes.

Et la vague actuelle de plans sociaux ne risque pas d'arranger la situation. Selon une étude du ministère du travail publiée en janvier, seulement 52 % des femmes (pour 68% des hommes) inscrites dans les cellules de reclassement ont retrouvé une activité. Et seules 25% d'entre elles ont trouvé un Contrat à Durée Indéterminée.

Pas besoin des talibans pour renvoyer les femmes au foyer !

★ **Victoire des femmes d'Arcade.** Au bout de douze mois de grève, de répression patronale et de mobilisations, les femmes de ménage d'Arcade, sous-traitant du groupe Accor, ont repris le travail après avoir obtenu une baisse significative des cadences, la réintégration des 7 grévistes licenciées, et la reconnaissance par Accor de sa responsabilité dans les conditions faites aux salarié-e-s des sous-traitants.

★ **Les métales matraqués.** Le 5 mars à Lens, une manifestation pacifique autour des Metaleurop devait s'achever devant la sous-préfecture par une rencontre avec le ministre J.P. Delevoye. Alors que la foule s'impatiente, les gardes mobiles sont lâchés. Coups de matraque et lacrymos : quatre blessés.

★ **Actions directes contre la guerre.** Le 6 mars, des lycéen-ne-s et des étudiant-e-s ont occupé un centre de recrutement de l'armée dans le vieux Lille, pour dénoncer l'hypocrisie d'un gouvernement militariste et la répression en Belgique des *Trainstoppers*, poursuivis par la justice belge.

★ **Du boulot pour les socialistes.** Silence radio des socialistes à l'Assemblée contre la loi Sarkozy et les plans sociaux. Mais fronde généralisée contre la réforme du scrutin avec le dépôt de plus de 10 000 amendements. Depuis le temps qu'on vous dit que les politiciens ne s'intéressent qu'à eux-mêmes.

★ **Et de trois.** Le 11 mars, la direction de la Redoute traîne à nouveau la CNT devant un tribunal pour contester la désignation de 9 délégué-e-s syndicaux par la section de Roubaix.

# FRANÇALGÉRIE ?

★ **Réouverture de la chasse à l'homme.** Après une période d'accalmie, un important déploiement policier a procédé à des arrestations de plusieurs dizaines de réfugiés sans logis à Calais. La police n'aurait eu qu'à concentrer son action sur les lieux où sont quotidiennement apporté une aide en vêtements, douches et nourriture par des bénévoles du collectif C'SUR.

★ **Humanisme aéroporté.** Suivant une récente directive européenne, Sarkozy a renoué avec les expulsions collectives par avion de triste mémoire. Ces charters sont mêmes affrétés pour servir à plusieurs pays européens à la fois. Grand cœur, Sarko a juré que c'était pour améliorer les conditions de rétention dans les zones d'attentes des aéroports, zones surchargées de personnes en attente d'examen de leur demande d'asile par les fonctionnaires de police. Comme disait Big Brother : « La guerre c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. »

★ **Délocalisation des expulsions.** Le gouvernement suisse a tenté en vain de convaincre le Sénégal de recevoir sur son territoire tous les sans papiers noirs dont la Suisse est incapable d'établir la nationalité... Quant au gouvernement anglais, il négocierait avec le Maroc l'établissement d'un Sangatte sur le sol marocain. Concernant l'asile, on invente également le concept « d'asile sur place » : on créerait des camps dans des régions qualifiées de sûres dans les pays d'origines !

Quarante ans après l'indépendance arrachée à l'Etat français, Alger et Paris célèbrent leur réconciliation. Mais la célébration prend un goût saumâtre et suscite de vives protestations.

## Redorer le blason d'une clique de généraux corrompus.

Dès l'indépendance, l'Algérie passe sous la coupe de gradés. Les revers frappent alors la population (30% de chômeurs en 2002, pauvreté massive...) pendant qu'une minorité se gobege.

Rejetés, les oligarques se lancent dans une islamisation articulée autour du Code de la famille (84) qui abroge l'égalité des sexes. Las, les galonnés n'en restent pas là. Concédant le multipartisme en 89, ils consacrent l'islamisme, lui offrant la victoire en 91. C'est le prétexte pour restaurer la dictature ! Les généraux peuvent entraîner voire organiser la guerre civile qui ensanglante l'Algérie (200 000 morts, collusion GIA-sécurité militaire...)

Mais la ficelle intégriste a été trop tirée. Aussi, en 99, les emmédaillés délègue la présidence à un civil. Elu malgré le boycott du scrutin, Boutéflika ouvre son gouvernement aux islamistes « modérés » et à l'opposition laïque. Il renforce l'affairisme par la privatisation à outrance et laisse nombre d'Algérien-ne-s sur le carreau. Qu'importe, généraux et patrons vont profiter de Djazaïr 2003 pour se bâtir une respectabilité.

## Frères en barbouzerie depuis l'indépendance !

La clique au pouvoir, largement formée dans l'armée coloniale française, en a conservé liens et pratiques ! Avec l'aide de la France, toute enquête internationale sur

les crimes commis depuis 91 est ainsi bloquée. L'aide à la mafia des généraux (via les réseaux de la Françafrique : DST, réseaux Pasqua...) ne cesse pas malgré le rôle évident de la junte dans les attentats parisiens de 95.

Et derrière les solidarités barbouzardes, on retrouve Elf pour cogérer la rente pétrolière ou Elf-Sanofi et Mérieux pour participer au détournement de médicaments.

Enfin, tout en courtisant les Etats-Unis, le gouvernement Boutéflika participe désormais ouvertement aux destinées de la Françafrique. Voilà bien de quoi sabrer le champagne et quid des milliers de morts ?

## Loin des salons, un peuple en lutte

Acculé à la misère le peuple algérien ne se laisse pas dompter et délaisse le jeu des élections d'où une abstention exponentielle (41% en 91, 80% (98% en Kabylie) en 2002)

Parmi les grands mouvements, celui des femmes apparaît à la fin des années 70 contre ce qui devint le Code de la famille. Luttant contre la soumission, l'infantilisation, le bâillonnement politique... malgré les pressions du pouvoir et des barbus, allant jusqu'à la mort ou au viol, elles n'ont jamais déserté le combat. Au contraire !

Un autre mouvement part de Kabylie au printemps 80 et reprend de plus belle au printemps 2001. La répression féroce n'en est pas venue à bout : 200 morts depuis avril 2001, arrestations sommaires, création ex nihilo d'un « bastion intégriste » dans la région...

Autonome, le mouvement est organisé en Aarchs où l'on pratique l'auto-organisation à la base (consensus ou majorité des 2/3 pour toute décision, révocabilité des mandats...) au-delà des questions identitaires, les Kabyles luttent contre la misère et la mafia des généraux. Aujourd'hui, la plateforme d'El-Kseur (11/06/2001), non négociable, leur sert de revendication minimale. Rejoints peu à peu dans leur combat par tout un peuple en lutte, l'Algérie pourrait bien finir par renverser ce régime corrompu bien qu'aucun de ces mouvements ne se déclare révolutionnaire.

Loin des cérémonies d'une Françalgérie nauséuse, soutenons celles et ceux qui combattent barbus et barbouzes pour une société égalitaire !



## FIN DE LA TRÊVE HIVERBNALE

# PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT !

Comme chaque année, la fin de la trêve hivernale est l'occasion pour les huissiers de justice de procéder impitoyablement à l'expulsion des locataires en dette de loyer. Très souvent, les bailleurs par le biais de la Préfecture requièrent le concours des forces de l'ordre.

Les locataires qui sont en majorité des familles en très grande précarité ne peuvent rien attendre du gouvernement Chirac/Raffarin/De Robien. On se souvient que c'est l'actuelle majorité, qui en 1998, alors dans l'opposition, avait saisi le Conseil Constitutionnel pour obtenir la suppression de l'amendement qui stipulait « pas d'expulsion sans relogement » (Loi Besson) et désengageait ainsi l'Etat de son devoir de garantir à tous un droit fondamental.

Ce gouvernement qui a tiré les leçons de la déconvenue de Juppé en 1995 avance à pas feutrés. Il a déjà pris ses précautions pour prévenir d'éventuels mouvements de contestation. C'est le cas de Sarkozy qui, au cours de sa parade médiatique, fait des discours sur le pragmatisme et l'humanisme de sa politique sécuritaire à « vocation pédagogique » (sic). Dans le même temps, le gouvernement criminalise jeunes, mendiants, prostitué-e-s, gens du voyage, Sans Papiers et toutes les victimes de la précarité, produits du capitalisme.

Avec le même procédé fallacieux, par la bouche de Jean-Louis Borloo, Ministre de la Ville, il prétend trouver des solutions aux problèmes de logement en annonçant la

construction de plusieurs milliers de logements sociaux, grâce à la simplification des montages d'opérations financières. Et dans le même temps, il supprime la pénalité aux communes qui ne respectent pas le quota de 20% de logements sociaux !

### Ne nous laissons pas duper, organisons la riposte sociale!

En 2001, sur 306 demandes de concours de la force publique, 79 décisions ont été accordées par le Préfet du Nord, représentant de l'Etat, et 46 familles ont été effectivement expulsées avec le concours de la force publique.

En 2002, sur 339 demandes de concours de la force publique, 76 décisions ont été accordées par le Préfet du Nord et, une fois encore, 46 familles ont été expulsées avec le concours de la force publique<sup>2</sup>.

Les expulsions écrasent des familles déjà en très grande précarité et renforcent leur exclusion sociale. Effectuées manu militari, elles criminalisent les plus pauvres.

Aucun citoyen ne peut accepter que des familles, parce que n'ayant plus les moyens de payer un loyer soient jetées à la rue, mises hors de ce droit fondamental qu'est le Droit au logement.

Ce texte est repris du tract d'appel à la manifestation du 15 mars (voir dans l'agenda) signé d'un certain nombre d'associations et orgas rassemblant des « sans ».

## SOIRÉE CONTRE LES LOIS SÉCURITAIRES ET LA RÉGRESSION SOCIALE.

Le bruit, l'odeur et quelques étoiles. Film d'E. Pittard (2002).

Suivi d'un débat avec Maurice Rajsfus, écrivain, membre de l'Observatoire des Libertés publiques.

Vendredi 14 mars à 19h, à L'Univers, rue Danton, à Lille, M° Porte de Valenciennes. Prix libre.

Organisé par le collectif Riposte aux politiques sécuritaires : (APU-Moulins, AL, ACA, CSP59, CDDSP, MRAP-Lille, LCR, RAS l'Front, SUD-Education, et nous-mêmes).

## AGENDA

★ sam. 15 mars. : manifestation contre les expulsions de locataires à l'occasion de la fin de la trêve hivernale. 15h, porte des postes à Lille.

★ sam. 15 mars. : manifestation contre la guerre - 16h, place de la République - Lille.

★ sam. 22 mars. : manifestation des sans papiers - 15h place de la République, Lille.

★ sam. 29 mars. : bourse aux livres libertaires à Gand.



## QUI SOMMES-NOUS !



La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.

Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.

Plus d'infos sur le site : [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org).

Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :

- chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 13h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.

Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.

Email : [groupe-lille@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-lille@federation-anarchiste.org).

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.